

**Granby, le 26 novembre 2014**  
**Lettre ouverte**

### L'austérité, une attaque contre nos acquis collectifs

Depuis plusieurs mois, le gouvernement libéral de Philippe Couillard a multiplié les annonces et les « ballons d'essai » dans son vaste plan d'austérité pour ramener l'équilibre budgétaire : hausse des tarifs dans les services de garde, réduction des commissions scolaires, réforme du réseau de la santé, coupures dans le développement régional et plus récemment, diminution des transferts aux municipalités, réduction des effectifs de l'État. On a l'impression que le gouvernement Couillard tire sur tout ce qui bouge!

« Nous sommes inquiets de l'ampleur des compressions demandées à l'ensemble des sphères de notre organisation sociale. Malgré que le Gouvernement se défende que ces coupures n'auront pas d'impact sur la population, notre regroupement tient à répéter que l'ensemble des mesures annoncées sont majeures et que, réunies ensemble, elles auront inévitablement des impacts importants sur le rôle de l'État, le revenu des ménages et l'accès aux services, notamment pour les personnes issues des classe moyenne et défavorisées », précise Nicolas Luppens, coordonnateur du Groupe actions solutions pauvreté (GASP).

Un bon nombre des mesures d'austérité s'attaque aux structures proprement dites de l'État québécois : réduction des commissions scolaires, disparition des CRÉ, réduction dans les CLD, réorganisation du réseau de la santé et des services sociaux, diminution du nombre de fonctionnaires. Même si toutes ces mesures semblent loin des simples citoyens, leurs répercussions se feront sentir dans chaque milieu.

« Toutes ces coupures et ces réorganisations signifient essentiellement des pertes d'emploi. Au lieu de rétablir les finances publiques québécoises, ces mesures auront pour effet d'aggraver la situation économique du Québec en créant une pression encore plus importante sur les programmes sociaux (assurance-emploi et aide sociale, entre autres) et de réduire les rentrées en revenus du Québec. Comme on l'a vu dans plusieurs pays d'Europe, ce remède de cheval pourrait rendre le patient encore plus malade », ajoute Roger Lafrance, président du GASP.

Au-delà de l'aspect financier, ces mesures auront aussi des répercussions importantes sur les services de santé offerts en augmentant la demande pour des soins et des services. Les organismes communautaires qui luttent contre la pauvreté ne seront pas en reste. Eux aussi verront les demandes d'aide augmenter, que ce soit les banques alimentaires, les centres de crise,

les associations de consommateurs ou les centres d'hébergement. Or, le réseau ne suffit pas actuellement à répondre aux demandes.

Lors de la dernière campagne électorale, le Parti Libéral n'avait aucunement annoncé ce train de mesures. À peine un an plus tard, nous devons dire à ce gouvernement que nous n'avons pas voté pour cela. C'est pourquoi le GASP encourage la population à faire connaître son opposition à la stratégie mise de l'avant par le gouvernement actuel. Un de ces moyens est de participer à la grande manifestation organisée le 29 novembre à Montréal et à Québec sous le thème « Refusons l'austérité ». À Montréal, le rassemblement débutera à 12h, à la Place du Canada, angle Peel et René Lévesque. Plus d'information à [www.refusons.org](http://www.refusons.org).

-30-

Nicolas Luppens  
Groupe actions solutions pauvreté (GASP)  
Tél: (450) 378-0990  
Fax: (450) 378-5743  
[gasphauteyamaska@gmail.com](mailto:gasphauteyamaska@gmail.com)